



Connaître les
besoins des
FEMMES qui
ont un **vécu** dans
l'industrie du sexe
pour mieux baliser
les **services**

Rapport sommaire

Rédaction :
Geneviève Szczepanik,
Chantal Ismé et Carole Boulebsol

Faits saillants

- Un échantillon diversifié de 109 femmes ayant un vécu dans l'industrie du sexe : prostitution de rue et à domicile, salons de massage, services d'escortes, danses dites érotiques, etc.
- Un besoin spécifique clairement exprimé par les participantes à la recherche : sortir de l'industrie du sexe.
- Des besoins multiples et imbriqués : difficulté d'accorder une priorité à l'un ou l'autre de ces besoins.
- Des besoins globalement très semblables d'une femme à l'autre, et ce, indépendamment de l'âge, du type d'activités dans l'industrie du sexe, du temps passé, sauf quelques spécificités selon les régions et les groupes ethnoculturels (en particulier chez les femmes autochtones).
- Le peu de connaissances qu'ont les femmes des ressources de soutien, particulièrement des ressources qui peuvent les aider à sortir de l'industrie du sexe.
- La nécessité d'adopter une approche holistique en matière de santé.
- Le besoin d'aider les autres, de participer à la prévention et de s'engager socialement.
- Le besoin de ressources, après la sortie de l'industrie du sexe, pour renaître et reconstruire sa vie.

Contexte et objectifs de recherche

Cette recherche-action est née du constat suivant des intervenantes de la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) : la plupart des femmes rencontrées, tant celles qui désirent quitter l'industrie que celles qui en sont sorties, témoignent de la rareté des ressources pour les aider à le faire. À partir de ce constat, il s'est avéré crucial de mieux cerner les besoins de ces femmes. La recherche-action *Connaître les besoins des femmes dans l'industrie du sexe pour mieux baliser les services*, menée par la CLES, poursuit l'objectif général de documenter les besoins et les priorités des femmes qui sont ou qui ont été dans l'industrie du sexe.

La recherche-action part du postulat que les femmes veulent quitter l'industrie du sexe et qu'elles sont capables de s'en sortir. Elle soutient ce point de vue à partir des perspectives féministe et abolitionniste. Peu d'études allient ces deux perspectives. En outre, peu d'études ont été réalisées pour mieux comprendre la réalité et la spécificité des besoins des femmes qui souhaitent sortir de l'industrie du sexe. Les quelques écrits en la matière suggèrent d'ailleurs la nécessité d'approfondir la compréhension des mécanismes de sortie. Sur le plan social, cette recherche-action se veut une démarche novatrice venant appuyer le développement d'un modèle de services destinés aux femmes qui désirent quitter l'industrie du sexe.

Méthodologie

LA PRÉSENTE RECHERCHE-ACTION RÉPOND AUX TROIS QUESTIONS SUIVANTES :

Quels sont les besoins des femmes qui sont dans l'industrie du sexe ou qui en sont sorties ?

Expriment-elles des besoins différents selon leurs domaines d'activités dans l'industrie du sexe ?

Connaissent-elles des ressources pour les soutenir, notamment pour la sortie de l'industrie du sexe ?

La recherche-action a été menée auprès de femmes ayant quitté l'industrie du sexe ou qui ont déjà pensé à la quitter. Au total, 109 femmes ont répondu au questionnaire de la recherche et 23 ont participé à une entrevue. Ce choix d'échantillonnage a pu avoir pour effet possible d'écarter des femmes qui ne souhaitent pas quitter l'industrie du sexe. Les résultats de la recherche-action ne peuvent donc être généralisés à l'ensemble de la population prostitutionnelle du Québec même si une certaine tendance s'en dégage. Aussi, toute la richesse du matériau recueilli lors de cette étude n'a pu être exploitée dans le cadre de ce rapport.

L'équipe de recherche a utilisé une méthode mixte alliant l'entrevue et le questionnaire. La mobilisation conjointe des méthodes quantitatives et qualitatives a permis de mettre en relation les résultats. De plus, puisqu'il s'agissait d'une recherche-action, la population cible a activement participé aux travaux. Les femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution se sont en effet impliquées au sein des deux comités de suivi chargés de l'encadrement du projet, le comité de recherche et le comité aviseur, et en tant qu'enquêtrices. Des chercheuses et des intervenantes ont également participé à ces comités.

Afin d'assurer leur consentement éclairé, les participantes ont été informées du contexte et des impacts possibles de la recherche, de ses objectifs, de la confidentialité de leurs données personnelles, de l'entreposage, du traitement et de la diffusion des données recueillies lors des questionnaires et des entrevues. Avant de commencer le questionnaire ou l'entrevue, les participantes devaient signer un formulaire de consentement cosigné par les enquêtrices. Une copie leur était ensuite remise.

L'administration du questionnaire a eu lieu, dans la mesure du possible, dans un bureau de la CLES, d'un organisme partenaire ou dans tout autre lieu jugé confidentiel et sécuritaire par l'enquêtrice et la participante.

Les participantes qui le souhaitaient étaient ensuite dirigées, au besoin, vers une intervenante de la CLES. Dans les régions autres que Montréal, elles étaient dirigées vers une intervenante travaillant dans un organisme ciblé. Le cas échéant, elles étaient invitées à discuter des effets de leur participation à la recherche avec leur propre intervenante.



Profil des participantes à la recherche

RÉGION Les témoignages des participantes ont été recueillis à travers six villes du Québec, soit Montréal (61,5 %), Sherbrooke (22,2 %), Val-d'Or (8,3 %), Gatineau (5,5 %), Chicoutimi (1,8 %) et Québec (0,9 %).

ÂGE Les participantes avaient entre 17 et 60 ans avec un âge moyen de 36,4 ans. La plus grande partie des femmes, soit 56 %, avaient entre 26 et 45 ans. Par ailleurs, 16,5 % avaient moins de 25 ans et 27,5 % avaient 46 ans et plus.

SITUATION DANS L'INDUSTRIE DU SEXE Au moment de la recherche, 45 % des répondantes étaient actives dans l'industrie du sexe alors que 55 % l'avaient quittée.

APPARTENANCE ETHNOCULTURELLE L'équipe de recherche a déployé un effort particulier pour rencontrer des femmes des communautés ethniques minoritaires. En dépit de cette démarche, 71,4 % de l'échantillon se composait de femmes de la majorité ethnique, 21 % de femmes autochtones et 8 % de « minorités visibles ». Seule une participante n'est pas citoyenne canadienne.

ÂGE D'ENTRÉE DES PARTICIPANTES DANS L'INDUSTRIE DU SEXE Les participantes sont entrées dans l'industrie du sexe entre l'âge de 4 et 48 ans, la moyenne étant de 21,1 ans. Lors de leur entrée dans l'industrie du sexe, 79 % des participantes avaient 25 ans ou moins. Pour celles qui y sont entrées alors qu'elles étaient encore mineures, soit 37 % des participantes, la moyenne d'âge d'entrée se situe à 14,7 ans.

CHEMINS VERS L'INDUSTRIE DU SEXE Si la pauvreté constitue un problème central, les circonstances de l'entrée des participantes dans l'industrie du sexe sont multiples et très souvent entrecroisées. Voici quelques motifs rapportés par les répondantes :

- ✓ Le besoin pressant d'argent : Un pourcentage important de participantes, soit 41,2 %, explique leur entrée dans l'industrie du sexe par le manque de moyens financiers.
- ✓ La proximité du milieu : Certaines participantes, soit 20,6 %, témoignent que leur entrée dans l'activité prostitutionnelle a été facilitée par la présence dans leur environnement de personnes du milieu. D'autres, soit 14,4 %, relatent avoir été recrutées par des personnes impliquées dans l'industrie du sexe et avoir été incitées à entreprendre des activités présentées comme faciles et lucratives.
- ✓ La toxicomanie : Certaines participantes, soit 18,6 %, affirment être entrées dans l'industrie du sexe pour financer leur consommation de stupéfiants.
- ✓ Les contraintes : Certaines des femmes rencontrées, soit 11,3 %, évoquent des contraintes physiques et psychologiques comme motif d'entrée dans l'industrie du sexe. Ces contraintes peuvent avoir été exercées par des gangs criminalisés, des amis et amies, des conjoints et, pour une minorité, des conjointes, ou encore par des membres de leur famille qui les ont prostituées pour leur propre bénéfice financier.
- ✓ L'intérêt ou la curiosité : Un nombre restreint de femmes, soit 5,2 %, disent avoir entrepris des activités dans l'industrie du sexe pour ces motifs.



TEMPS PASSÉ DANS L'INDUSTRIE DU SEXE Pour la plupart des participantes, il ne s'agit pas d'incursions éphémères dans l'industrie du sexe, car 62 % y sont ou y ont été pendant plus de cinq ans.

FACTEURS DE MAINTIEN DANS L'INDUSTRIE DU SEXE Il ressort des récits des participantes que plusieurs freins les empêchent de sortir de l'industrie du sexe :

- ✓ Le manque d'argent : L'argent reste une thématique omniprésente dans le discours des femmes rencontrées. Peu importe le groupe ethnoculturel d'appartenance ou le nombre d'années passées dans l'industrie du sexe, il est nommé par les participantes comme un des freins principaux à la sortie de la prostitution.
- ✓ La toxicomanie : Selon les participantes, la toxicomanie joue un rôle important dans leur maintien dans l'industrie du sexe. Plusieurs participantes associent fortement la consommation et les activités dans l'industrie du sexe. D'ailleurs, certaines disent y demeurer actives pour pouvoir payer leur consommation. Une consommation qui est elle-même jugée nécessaire pour être en mesure de poursuivre leurs activités qu'elles trouvent difficiles et violentes.
- ✓ Les impacts de la violence : La violence subie pendant l'enfance et lors des activités prostitutionnelles agit aussi comme un obstacle à la sortie. Ne pas vivre de violence est de l'ordre de l'inimaginable pour plusieurs participantes, tellement cette dernière fait partie de leur vie. Cet état de fait les amène à supporter ce qu'elles-mêmes jugent intolérable. La sollicitation continuelle vécue par plusieurs participantes lorsqu'elles tentent de sortir du milieu contribue également à leur maintien dans l'industrie du sexe.
- ✓ Le sentiment de marginalité : Voilà un obstacle pour beaucoup de participantes qui envisagent de sortir ou qui sont déjà sorties de l'industrie du sexe. En effet, plusieurs disent avoir tellement intégré une image négative d'elles-mêmes, en raison de leur appartenance à un milieu qualifié de « sombre » par la société, qu'elles ne s'imaginent pas évoluer dans un autre milieu.

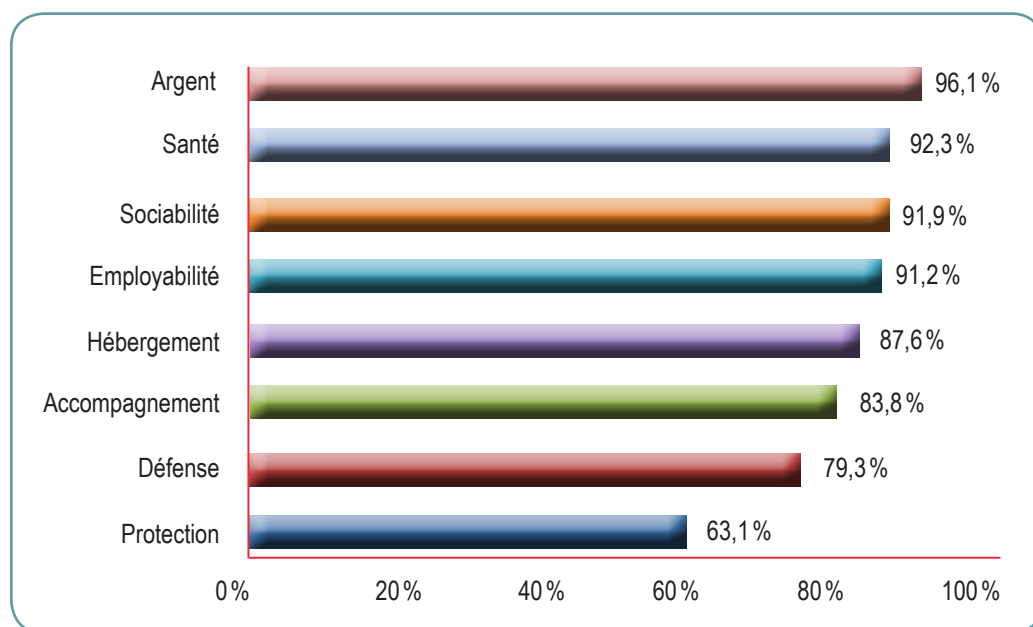
PROXÉNÉTISME 46,8 % des participantes ont indiqué donner ou avoir donné une partie de leur revenu provenant de l'industrie du sexe à d'autres personnes, comme des conjoints, pour une minorité des conjointes, des membres de leur famille, des proxénètes, des établissements, des personnes tierces, etc.

QUITTER L'INDUSTRIE DU SEXE La grande majorité des participantes, soit 80,9 %, qui ont déjà pensé quitter l'industrie du sexe, souhaitent toujours la quitter. Parmi celles qui ont quitté, le processus de sortie n'a pas été un trajet à sens unique : seulement 35,6 % d'entre elles ont pu quitter l'industrie à leur première tentative.

1

Besoins nommés par les participantes de la recherche

Les témoignages recueillis rendent compte de l'ampleur des besoins des participantes, ainsi que de leur imbrication, voire de leur renforcement mutuel. Huit catégories de besoins ont été nommées. Peu de différences significatives apparaissent entre les participantes en fonction de leur âge, de leur situation dans l'industrie du sexe (actives ou inactives), du temps passé dans l'industrie du sexe ou des domaines d'activités.



BESOINS DES PARTICIPANTES

ARGENT

96 % des participantes nomment des besoins d'argent. Elles disent avoir de la difficulté à se procurer l'épicerie et des vêtements, et à se payer des loisirs. Les besoins financiers sont également reliés à des dettes, par exemple aux services publics, aux revendeurs de drogues, aux proches, aux usuriers, à l'impôt et aux établissements scolaires. Plusieurs participantes disent demeurer dans l'industrie du sexe afin de subvenir à leurs besoins de base. Celles qui ont des problèmes de toxicomanie veulent financer leur consommation. Comme plusieurs présentent un faible niveau d'éducation et peu d'expérience sur le marché du travail, elles entrevoient peu de possibilités de trouver des sources alternatives de revenus qui leur permettraient de subvenir adéquatement à leurs besoins. Elles aimeraient avoir accès à un soutien financier gouvernemental, aux banques alimentaires, à des fonds de solidarité, etc.

SANTÉ

92 % des participantes rapportent avoir des besoins reliés à la santé, notamment pour des ressources en santé physique et en thérapie. Plusieurs estiment être physiquement et psychologiquement blessées par les violences vécues dans l'enfance et dans l'industrie du sexe. Elles nomment des besoins pour guérir de ces blessures.

91,6 % des participantes disent vivre ou avoir vécu des problèmes de toxicomanie. La consommation et les activités dans l'industrie du sexe sont fortement liées pour la plupart des participantes. Plusieurs participantes souhaitent pouvoir aborder ces deux problèmes de front. Cependant, les ressources offertes se spécialisent souvent dans l'une ou l'autre de ces problématiques. La toxicomanie et les violences subies dans l'industrie du sexe mènent plusieurs femmes à se dissocier de leur corps et à négliger leur santé. Des participantes évoquent également le besoin de prendre soin d'elles-mêmes et de se réapproprier leur corps.

SOCIABILITÉ

92 % des répondantes affirment avoir besoin de ressources pour sortir de l'isolement et de la solitude. La stigmatisation et la marginalité, induites par les conditions objectives de l'activité prostitutionnelle, ont provoqué chez plusieurs participantes un repli sur soi et un goût amer de rejet. Briser cet isolement représente un élément central dans la reconquête de soi et de son intégrité. Longtemps restées muettes à propos de leurs expériences prostitutionnelles, nombreuses sont celles qui réclament des espaces pour pouvoir se recréer un réseau social, parler avec d'autres femmes qui ont vécu des expériences semblables et parler de leurs expériences dans l'industrie du sexe. Près de **60 %** des participantes nomment plus spécifiquement avoir besoin d'un endroit de détente qui leur permettrait de se reposer, de dialoguer avec d'autres femmes et de trouver un accompagnement empathique et respectueux.

EMPLOYABILITÉ

91 % des participantes rapportent leurs besoins en matière d'employabilité. À titre d'exemple, elles parlent de leurs besoins de participer à des ateliers ou à des formations professionnelles, d'avoir accès à du soutien pour leur retour aux études ou à de l'aide dans leur recherche d'emploi. Plusieurs participantes expliquent que leur faible niveau d'éducation, associé au manque d'expérience de travail et aux « trous » qui figurent dans leur CV, tend à les exclure du marché du travail. Les difficultés pour trouver et garder un emploi sont aussi très souvent multipliées par les problèmes de santé physique ou mentale, ou encore par la toxicomanie. D'autres, pour qui le problème de l'éducation ne se pose pas, disent peiner à se relever de leurs expériences dans l'industrie du sexe et ne pas avoir la force de travailler. La peur d'être reconnues par leurs anciens clients pousse aussi des femmes à s'exclure du marché de l'emploi.

© Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)
Dépôt légal : 2^e trimestre 2014
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN 978-2-923798-07-3 (édition imprimée)
ISBN 978-2-923798-08-0 (PDF)

LOGEMENT

87 % des participantes témoignent de leur besoin de logement. Ce besoin englobe notamment l'aide à la recherche d'un logement sécuritaire, des allocations pour aider à payer le loyer et l'accès à des centres de répit pour se reposer. Un peu plus de **40 %** des participantes à la recherche ont vécu des problèmes d'itinérance. Elles se déplacent d'appartement en appartement et logent chez des proches et des connaissances au hasard des rencontres. Même lorsqu'elles ont un logement, certaines disent se trouver à la merci de propriétaires peu scrupuleux qui exigent des services sexuels lorsqu'elles n'arrivent pas à payer leur loyer. Enfin, de nombreuses participantes expriment leur besoin de trouver un hébergement sécuritaire et éloigné des pôles de prostitution, particulièrement lorsqu'elles souhaitent quitter l'industrie du sexe.

ACCOMPAGNEMENT

83 % des femmes interviewées expriment un besoin d'accompagnement lors de leurs démarches auprès des institutions (52,5 %), de leur famille (39,4 %) ou dans le cadre de leur relation amoureuse (35,4 %). En effet, plusieurs ont vécu des expériences difficiles avec des institutions, comme à l'aide sociale, avec les milieux de la santé ou à la Direction de la protection de la jeunesse. Elles disent vouloir s'assurer d'être traitées avec respect et équité. D'autres veulent renouer avec leur famille ou réappropriser des relations amoureuses. Elles disent avoir besoin d'intervenantes pour les guider. Le soutien spirituel est également un besoin nommé par **38,4 %** des participantes. Enfin, plusieurs relatent leur besoin d'être accompagnées, afin de pouvoir mieux identifier leurs besoins et entamer le processus de sortie de l'industrie du sexe, ou encore le processus de guérison une fois qu'elles en sont sorties.

DÉFENSE DES DROITS

79 % des répondantes expriment des besoins d'ordre juridique pour se défendre lorsqu'elles rencontrent des difficultés avec les forces de l'ordre ou dans le système judiciaire. À titre illustratif, elles identifient le besoin d'être accompagnées dans le système judiciaire ou lors de leur demande de pardon. Plusieurs participantes se disent victimes de profilage et dénoncent le harcèlement des services policiers ainsi que les amendes injustifiées qu'on leur inflige. Elles estiment que, souvent, ces amendes ne font que les maintenir dans l'industrie du sexe et compromettre leur sécurité. Elles souhaitent au contraire que les forces de l'ordre se préoccupent de leur sécurité et qu'elles leur offrent des ressources d'aide au besoin.

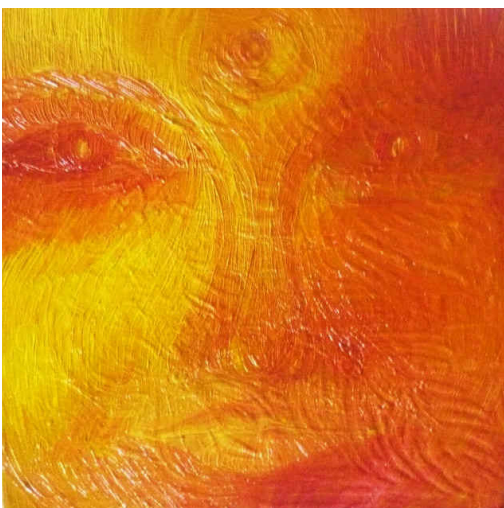
PROTECTION CONTRE LES VIOLENCES

Plus de **90 %** des participantes ont vécu de la violence au cours de leur vie, sous diverses formes : violence physique, conjugale, psychologique, inceste, menaces, chantage, etc. **63 %** des participantes relatent le besoin de se protéger contre différentes formes de violence : protection contre les menaces et les agissements des clients, des proxénètes, etc. Par ailleurs, leurs expériences avec les forces de l'ordre ayant souvent été négatives, plusieurs ne font pas confiance aux services policiers pour les protéger en cas de besoin. Ces vécus de violence ont également des conséquences indéniables sur la santé mentale et physique des participantes. Plusieurs rapportent le besoin de guérir des séquelles importantes induites par la violence subie dans l'enfance, dans l'industrie du sexe et avec leur conjoint ou leur conjointe et cela, même plusieurs années après leur départ de l'industrie.

Spécificités des ressources

De nombreuses participantes voudraient avoir accès à des services destinés spécifiquement aux femmes ayant un vécu dans l'industrie du sexe. Selon elles, ces espaces réservés offriraient sécurité et répit. Elles soulignent qu'elles ne se sentent pas en sécurité dans l'industrie du sexe, particulièrement sur la rue, ni dans les ressources mixtes où elles sont souvent sollicitées par les hommes qui fréquentent ces services. Par ailleurs, plusieurs participantes disent regretter que les organismes spécialisés en toxicomanie ou en hébergement tendent à esquiver la question de la prostitution alors qu'elles auraient besoin d'en parler.

Plusieurs participantes affirment avoir besoin d'une ressource qui représenterait un point fixe, un lieu unique où leur serait offerte une multitude de services et de ressources adaptés à leurs besoins tout aussi multiples.



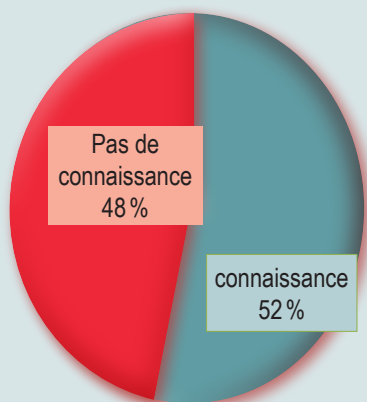
Besoins spécifiques des participantes autochtones

Les femmes autochtones vivent des conditions sociohistoriques qui les différencient des autres femmes. En effet, l'héritage colonial et le racisme ont engendré une perception des femmes autochtones comme étant des personnes « déviantes » et « sexuellement dépravées », ce qui les expose à encore plus de violence et de stigmatisation. Les femmes autochtones ayant participé à la recherche ont rapporté dans des récits souvent poignants comment leur vécu a été façonné par ces aléas. À tel point que le fait d'être autochtones s'est avéré être plus stigmatisant pour elles que le fait d'être dans l'industrie du sexe. Dans une plus grande proportion que l'échantillon global, les participantes autochtones à la recherche nomment des besoins pour de l'hébergement sécuritaire (100 %), des services médicaux en santé physique (93,3 %) et en gynécologie (73,3 %), des ressources en toxicomanie (80 %), de la protection contre les clients (85 %) et du soutien spirituel (73,3 %).

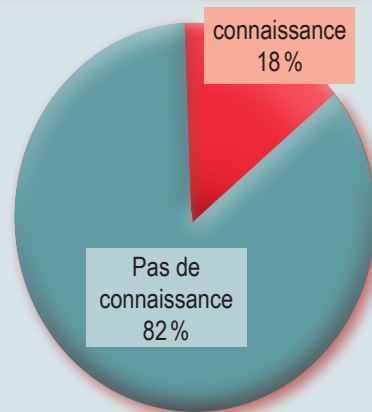
Environ la moitié des participantes à la recherche connaissent des ressources pour soutenir les femmes dans l'industrie du sexe. Plusieurs disent avoir apprécié le soutien, l'écoute et l'aide reçus dans ces organismes. D'autres évoquent le manque d'adaptation des ressources aux réalités spécifiques des femmes qui ont un vécu en lien avec l'industrie du sexe. Plusieurs n'hésitent pas à dénoncer le manque de soutien pour les femmes dans l'industrie du sexe, particulièrement à l'extérieur de la région de Montréal. Nombreuses sont celles qui relatent avoir quitté l'industrie du sexe sans aucun soutien, avec le sentiment d'être « seule au monde ». Par ailleurs, certaines regrettent la dispersion des services qui fait en sorte qu'elles doivent frapper à plusieurs portes pour trouver les services dont elles ont besoin.

Les ressources pour les femmes qui désirent sortir de l'industrie du sexe sont encore moins connues. Moins de 20 % des participantes affirment les connaître malgré le fait que plusieurs ont fréquenté des organismes venant en aide aux femmes dans l'industrie du sexe. D'ailleurs, nombreuses sont celles qui doutent de l'existence même de telles ressources.

Un peu plus de 50 % des participantes connaissent des ressources pour aider les femmes dans l'industrie du sexe.



Moins de 20 % des participantes connaissent des ressources pour aider les femmes à quitter l'industrie du sexe.



Secrétariat
à la condition
féminine

Québec



Une aide financière a été offerte par Condition féminine Canada. Les opinions exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement celles de Condition féminine Canada. Une aide financière a également été offerte par le Secrétariat à la condition féminine du Québec.



Condition féminine
Canada

Status of Women
Canada



Tél. : 514 750-4535
info@lacles.org
www.lacles.org

Conclusion

Les résultats de cette recherche-action indiquent que les femmes veulent quitter l'industrie du sexe, mais qu'elles font face à diverses embûches et contraintes les empêchant d'y arriver. En outre, les participantes à la recherche reconnaissent largement ne pas connaître les ressources qui pourraient les aider dans cette voie. Quant aux ressources connues, elles sont nettement inadaptées par rapport à l'ampleur et à l'imbrication des besoins exprimés par les participantes à cette recherche.

Le processus de sortie de l'industrie du sexe n'est pas linéaire. Il se conjugue en divers allers-retours s'échelonnant sur quelques semaines voire plusieurs mois ou des années. Il s'agit donc d'un mouvement de va-et-vient dynamique et souvent circulaire laissant des marques indélébiles sur les femmes. Un processus complexe qui ne peut être abordé de manière épisodique et qui exige une réponse sur le long terme.

Recommandations

Les femmes rencontrées nous ont parlé de problèmes financiers, de discriminations et de violence spécifique faite aux femmes (viol, violence conjugale, etc.) comme des facteurs clés qui les ont menées vers l'industrie du sexe et les y maintiennent. Au-delà des services directs, il importe donc d'interpeller toutes les instances de la société à s'engager dans une lutte contre la pauvreté, contre le racisme et contre la violence patriarcale. Voici les recommandations spécifiques en relation avec les besoins exprimés par les participantes à la recherche.

Des ressources adaptées aux femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe

- Développer et financer des services adaptés aux femmes ayant un vécu dans l'industrie du sexe, particulièrement lorsqu'elles souhaitent du soutien dans le processus de sortie, et procéder à des évaluations régulières de ces services. Et ce, dans toutes les régions du Québec.
- Inclure des femmes ayant un vécu dans l'industrie du sexe dans le développement et l'évaluation de services.
- Développer des formations pour sensibiliser les intervenants et intervenantes aux besoins et aux réalités des femmes ayant un vécu dans l'industrie du sexe.
- Regrouper les services dans un lieu unique.
- Rejoindre les femmes ayant un vécu dans l'industrie du sexe afin de leur faire connaître l'existence des services. Et s'assurer que ces services soient offerts sur le terrain par les divers organismes qui les soutiennent, par exemple sur la rue, dans les salons de massage et les bars de danseuses.
- Développer et financer des services adaptés aux femmes autochtones et à celles provenant de groupes minoritaires ayant un vécu en prostitution.

Des ressources selon les besoins

BESOINS FINANCIERS

- Assouplir les règles de l'aide sociale et augmenter le montant alloué aux femmes pour garantir un revenu qui leur permet de sortir de la pauvreté.
- Créer et financer des fonds de solidarité pour répondre aux besoins financiers ponctuels des femmes.
- Effacer les dettes fiscales des femmes.

BESOINS EN SANTÉ

- Développer des soins de santé holistique qui tiennent compte des impacts des violences vécues par les femmes et de la toxicomanie.
- Mettre sur pied des ressources spécifiques gratuites en toxicomanie pour les femmes.

BESOINS DE SOCIABILITÉ

- Ouvrir des centres de répit pour les femmes qui sont actives dans l'industrie du sexe afin qu'elles puissent se reposer, rencontrer d'autres femmes et discuter avec des intervenantes.
- Développer des lieux de prise de parole, de partage d'expériences et d'engagement social pour les femmes ayant un vécu dans la prostitution.

BESOINS D'EMPLOYABILITÉ

- Créer et financer des programmes d'employabilité adaptés aux femmes qui sont sorties de l'industrie du sexe.
- Favoriser la création et le financement de coopératives de travail regroupant des femmes qui étaient dans la prostitution.

BESOINS DE LOGEMENT

- Créer et financer des logements abordables, des coopératives d'habitation et des maisons d'hébergement pour les femmes ayant un vécu dans l'industrie du sexe.

BESOINS D'ACCOMPAGNEMENT

- Développer des services d'accompagnement des femmes dans le processus de sortie de l'industrie du sexe, dans la reconstruction de leur vie et dans leur guérison, tout en favorisant leur autodétermination.

BESOINS JURIDIQUES

- Décriminaliser les femmes actives dans l'industrie du sexe et soutenir celles ayant un casier judiciaire dans leur demande de suspension.
- Reconnaître les femmes ayant un vécu dans l'industrie du sexe comme des victimes d'actes criminels afin qu'elles soient admissibles aux indemnisations en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

BESOINS DE PROTECTION CONTRE LES VIOLENCES

- Développer et adapter des ressources d'hébergement spécifiques pour les femmes dans l'industrie du sexe qui sont victimes de violences.